



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Administration générale, gestion
active et optimisée du patrimoine

Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Arnaud MOYNIER

Administration générale, gestion active et optimisée du patrimoine - Gestion du Patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole / Cap Alpha - Convention d'Occupation temporaire du domaine public pour la réalisation et l'exploitation d'une installation photovoltaïque - Renouvellement par acte notarié-acte authentique de division volumétrique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La Pépinière d'entreprise Cap Alpha est édifiée sur un terrain situé 3 avenue de l'Europe à Clapiers. Cet équipement du « Business and Innovation Center » participe à l'accompagnement des créateurs d'entreprises innovantes et les aide à pérenniser et développer leur projet d'entreprise. Il s'inscrit dans les missions de développement économique de la Métropole et relève à ce titre de son domaine public.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier désormais Montpellier Méditerranée Métropole a conclu une convention d'occupation du domaine public en vue de la construction et de l'exploitation d'une Centrale Photovoltaïque avec la société Urbasolar, désormais Urba 21 SNC au capital variable, dont le siège social est situé à Marseille (13014) 22 boulevard Charles Moretti, La Palmeraie du Canet, en date du 20 décembre 2012.

Son objet concernait la réalisation, par la société Urba 21, sur la toiture terrasse de l'immeuble susvisé, d'un ensemble d'équipements photovoltaïques destinés à être raccordés au réseau public de distribution d'électricité, en vue de vendre l'énergie produite au tarif de 28.85 centimes d'€ HT/KwH en valeur 2011.

Cet équipement s'étend sur une emprise de 970 m².

La convention a été conclue pour une durée de 20 ans à compter du raccordement de l'équipement au réseau public de distribution d'électricité, intervenu le 24 avril 2013, soit une date d'échéance au 23 avril 2033.

Pendant la durée de la convention et au regard des droits réels dont il dispose, l'occupant demeure propriétaire des équipements qu'il exploite et entretient.

A l'issue de la convention, l'équipement devient propriété de la Métropole, sauf mise en œuvre de l'option de démantèlement.

Pendant toute la durée de la convention l'occupant verse une redevance annuelle de 500 € à l'EPCI propriétaire.

Afin de mieux circonscrire les différentes superpositions de propriétés dans le cadre de la présente convention et de donner tous leurs effets aux droits réels conférés, notamment en termes de publicité foncière, deux actes notariés ont été établis à la demande de la société Urba 21 :

- un acte authentique portant occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels reprenant l'ensemble des clauses et effets de la convention initiale,
- un état descriptif de division en volumes des différentes propriétés de la Métropole et de son occupant au titre de la convention ainsi que des servitudes afférentes,

L'établissement de l'acte authentique de réitération de la convention ainsi que sa publication au service de la publicité foncière sont à la charge de la société Urba 21.

Les frais d'établissement de l'état descriptif de division sont réglés par la société URBA 21 et ensuite récupérés par cette dernière sur la Métropole au prorata de sa quote-part dans la superficie générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver et autoriser la signature d'un acte authentique pour établir l'état descriptif de division volumétrique de l'immeuble Cap Alpha situé au 3 avenue de l'Europe à Clapiers ;
- d'approuver et autoriser la signature d'un acte authentique de réitération de la convention d'occupation temporaire constitutive de droit réels avec la société Urba 21 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'acte authentique ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145585-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- réitération
- division volume

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.